

## 4 Économie

Après les vœux à la Nation du président de la République  
Nécessité de diversifier notre économie

Willy NDONG

Libreville/Gabon

LE chef de l'Etat Ali Bongo a prononcé, samedi 31 décembre 2016, sa traditionnelle allocution de vœux à la Nation. Sur le plan économique, le chef de l'Exécutif est revenu sur le contexte économique difficile que traverse notre pays et qui, selon lui, ne doit pas constituer une fatalité. Bien au contraire !

« Je le dis et je le répète, la crise économique actuelle, aussi dure qu'elle soit, n'est pas une fatalité », a-t-il indiqué. Avant de décliner quelques pistes de solutions devant permettre à notre pays d'amortir ce choc conjoncturel. « Elle doit nous donner l'occasion de mettre en valeur la terre, sa culture, son art, son artisanat, sa gastronomie, sa musique, ses rites et ses



Photo : I.M.

L'agriculture doit, plus que jamais, contribuer au développement de notre pays.

danses.»

Ainsi donc, le développement rationnel de l'agriculture dans notre pays peut constituer une véritable alternative face à la chute drastique des prix des matières premières. Ce qui devrait permettre au pays de réaliser des économies dans un secteur où l'on consacre 250 à 300 mil-

liards de francs par an à l'importation des denrées alimentaires. Désormais, plus que jamais, selon le chef de l'Etat, d'autres secteurs d'activités doivent être exploités et valorisés pour créer de la richesse dans le pays. Le cas, notamment, de l'art culinaire, la musique ou l'artisanat... A titre d'exemple, en 2015,



Photo : Félicien NDONGO

Des produits entrant dans la composition de la cuisine gabonaise exposés lors de la Journée mondiale du tourisme à Mouila.



Photo : Artiste MOUSSAVOU

Expositions d'objets d'arts à l'Assemblée nationale.

le chiffre d'affaires de la gastronomie française s'élève à plus de 360 milliards de francs, un vrai trésor ! L'artisanat gabonais est riche et ne demande qu'à être valorisé. A Paris, une figure de reliquaire Kota-Obamba n'a-t-elle pas été vendue au prix de 3, 275 milliards de nos francs ? Au plan do-

mestique, Ali Bongo Ondimba a reconnu que « l'année 2016 qui s'achève a été très difficile. Au plan intérieur, malgré les efforts engagés par le gouvernement pour soutenir les ménages et diversifier l'économie, nombre de nos compatriotes ont ressenti très durement les contrecoups de la crise écono-

mique mondiale. De nombreux emplois ont été perdus dans le secteur du pétrole notamment.» Ainsi, pour faire face à cette situation, le président Ali Bongo Ondimba pense qu'il est plus qu'opportun de nous réapproprier notre économie et de libérer le génie créateur du peuple gabonais.

## Conjonctures et cadre macroéconomique

## Réformes et ajustements pour sortir de la crise

Innocent M'BADOUA

Libreville / Gabon

LE temps urge pour des réformes et des ajustements. Si, comme l'a indiqué le chef de l'Etat, dans son discours à la Nation du 31 décembre 2016, « la crise économique actuelle, aussi dure qu'elle soit, n'est pas une fatalité », le gouvernement doit engager, sans perdre de temps, des actions vigoureuses susceptibles d'intensifier, d'abord,

la résilience de l'économie gabonaise à la crise. Ensuite, servir de leviers à une relance vertueuse et durable, à moyen terme. Certes, adossé à des programmes sectoriels, un plan de relance est en finalisation sur la table du Premier ministre, Franck Emmanuel Issoze Ngondet. Certainement avec les conseils avisés du Fonds monétaire international (FMI) qui s'est proposé d'apporter son appui financier à des pans importants. Néanmoins, la



Photo : JOE MANIANGA

Issoze Ngondet, Premier ministre : la responsabilité d'activer les réformes.

progression des indicateurs macro-économiques, l'état d'esprit des opérateurs économiques nationaux, l'étiollement du pouvoir d'achat des ménages sont tels qu'il faut battre, dès maintenant, le fer de la mise en œuvre des décisions de relance adoptées par le gouvernement. Si le secteur privé et les ménages sont comme désorientés à définir un échéancier de fin de crise, les autorités gouvernementales se montrent plutôt rassurantes. Elles

pointent à l'horizon 2020. Pour Régis Immongault, ministre de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du développement, les acteurs de l'économie (investisseurs, ménages et administratifs) ne doivent pas redouter le programme de redressement économique. « L'ajustement ne doit pas être redouté. Bien au contraire, il s'agit d'accélérer la mise en œuvre des réformes qui permettront d'améliorer la résilience de notre économie », a-t-il indiqué dans

une interview publiée dans l'Union du 30 décembre 2016.

« Les craintes doivent être atténuées, à défaut de s'évanouir, car ce programme sera plus soft, moins douloureux. Cet ajustement ne fera pas de façon brutale », a mentionné M. Immongault. Car, « les mesures seront étalées dans le temps pour tenir compte, notamment, des effets sociaux et du rythme de réalisation des réformes », a-t-il déclaré.

## Orientations stratégiques du gouvernement

## Option du bien-être collectif

I. M'B.

Libreville / Gabon

COMME l'a dit le ministre de l'Économie, Régis Immongault, la réalisation des réformes va donc compter dans les prochaines semaines. En d'autres termes, le rythme de réalisation des réformes va conditionner le succès du programme national de relance économique. Malgré le contexte financier diffi-

cile, le pragmatisme, la célérité des ministres des départements techniques vont être déterminants. A partir d'aujourd'hui.

Ses ministères techniques, sur lesquels le gouvernement a fondé ses priorités, portent une responsabilité quant à une sortie éventuelle de la crise économique, et une relance de la croissance durable et inclusive. Dans son discours à la Nation, le chef de l'Etat décline quelques secteurs susceptibles de porter



Photo : Artiste MOUSSAVOU

La production agricole : un des leviers de la relance.

cette restructuration de l'économie productive et hisser la croissance : l'agriculture, l'industrie (transformation des matières premières), les PME (artisanat), la production im-

matérielle (musique, danses, rites, art), le tourisme et l'hôtellerie (gastronomie).

Le chef de l'Etat a insisté sur la productivité de l'appareil administratif et au génie des membres du gouvernement, qui doivent tenir compte du temps du secteur privé. En d'autres termes, les effets de communication, ainsi que les mesures cosmétiques doivent servir de relais au déploiement d'actes concrets, à fort impact sur l'écono-

mie réelle et le bien-être collectif. Les gestionnaires des projets sont ainsi invités à faire le choix de ceux débouchant sur le bien-être collectif; celui de la majorité des Gabonais, au détriment des projets qui entretiennent la pauvreté des familles modestes.

Enfin, pour des résultats durables, les départements ministériels doivent arrimer leurs programmes à l'esprit des 21 directives contenues dans la résolution du sommet extraordi-

naire des chefs d'Etat de la Cémac, du 23 décembre dernier, à Yaoundé. A titre d'exemple, la résolution 2 insiste sur les axes de la politique nationale de relance de l'économie : politique budgétaire adéquate, politique monétaire appropriée.

Au niveau de la sous-région, on parle, en effet, de réformes structurelles, d'échanges commerciaux sous-régionaux, de coopération fiscale internationale, etc.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 30/12/2016	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957			
		USD	1,0453	1USD =	627,530	1 USD	649,493	CAC 40	30/12/2016	4 840,53
		CAD	1,4154	1CAD =	463,443	1 CAD	487,646	DOW JONES	30/12/2016	19 847,19
		JPY	122,0400	1JPY =	5,375	100 JPY	558,928			
		GBP	0,8530	1GBP =	769,000	1 GBP	802,370			
		CHF	1,0714	1CHF =	612,243	100 CHF	64 091,01			
		ZAR	14,2922	1ZAR =	45,896	100 ZAR	4 772,64			
		MAD	10,6300	1MAD =	61,708	MAD	64,17			
		CNY	7,2706	1CNY =	90,220	1CNY	92,93			
		KES	107,1700	1KES =	6,121	1KES	6,30			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril  
30 Décembre 2016: 56,46